

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral du 14 mai 2020 autorisant la société SO.FO.VAR à exploiter un centre d'entreposage et de traitement de déchets multi-filières, sis, 786 avenue des Lions à Fréjus

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L541-1-1, L541-2, R181-45, R181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 2020 portant autorisation d'exploiter un centre d'entreposage et de traitement de déchets multi-filières par la société SO.FO.VAR, au 786, avenue des Lions, ZAC pôle production Capitou Nord, 83600 Fréjus ;

Vu le rapport du 8 février 2024 faisant suite à la visite le 23 octobre 2023 sur le site précité, de l'inspection des installations classées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (DREAL PACA), unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var ;

Vu la modification, sollicitée par l'exploitant, relative au centre d'entreposage et de traitement de déchets multi-filières susvisé, portée à la connaissance du préfet, par courrier du 26 février 2024, reçu le 29 avril 2024 en DREAL PACA, complétée par téléversement le 14 août 2024 et par courriel du 23 décembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées adressé au préfet le 19 février 2025 ;

Vu le courriel transmis par l'inspecteur de l'environnement à l'exploitant, le 19 février 2025, pour lui permettre de formuler ses observations, dans le cadre de la procédure contradictoire, sur le projet d'arrêté complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant exprimées par mail du 5 mars 2025 ;

Considérant la nature des traitements réalisés sur le site, susdit, de SO.FO.VAR pour les déchets des rubriques 2711, 2713, 2714, 2716, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la perte de traçabilité n'entraînera pas la perte d'information sur les traitements ultérieurs des déchets et n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé permettent de s'exonérer des obligations de traçabilité si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation des installations concernées le prévoit ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article I de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société SO.FO.VAR, dont le siège social est situé, 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83600 Fréjus, exploitant un centre d'entreposage et de traitement de déchets multi-filières à Fréjus, au 786 avenue des Lions, ZAC pôle production Capitou Nord, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications, de ses installations, portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants :

### **Article 2 - Rupture de traçabilité**

A la suite de l'article 10.2.5.1 de l'arrêté d'autorisation du 14 mai 2020, visé supra, est inséré l'article 10.2.5.2, ci-après :

#### **« 10.2.5.2 Rupture de traçabilité**

Tel que prévu par le troisième alinéa de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, susvisé, la société SO.FO.VAR est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les flux de déchets ayant subi une transformation importante qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité. Cette exonération porte sur les déchets liés aux rubriques, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718, 2790 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets. Il indique sur le registre des admissions quelle transformation a été réalisée sur le déchet.



Cette rupture de traçabilité n'exonère pas :

- de fournir au producteur des déchets, les attestations de valorisation en application de l'article D543-284 du code de l'environnement ;
- la tenue des registres entrants et sortants conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. »

### **Article 3 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fréjus et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Fréjus pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 - Voies et délais de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Draguignan, au président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**24 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**Lucien GIUDICELLI**